CONSEIL MUNICIPAL DU 10 MARS 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 10 mars à 20 h 00, le Conseil Municipal de la Commune de JOUÉ-SUR-ERDRE, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BELLEIL, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 03 mars 2025

PRÉSENTS : MM. Jean-Pierre BELLEIL, Maire, Guy PÉTARD, Roseline VOISIN, Liliane MERLAUD, Frédéric TROVALLET (Adjoint), Émilie BATARD, Marie-Paule BELLEIL, Ann BENOIT, Yves BOURÉ, Anne-Claude BRANCHEREAU, Yann DENIAUD, Didier LESEAULT, Thierry MARCHAND, Frédéric SIMONNEAU

EXCUSÉS : Christian JADEAU (pouvoir à Jean-Pierre BELLEIL), Amandine BOURÉ (pouvoir à Ann BENOIT), Marie-Dominique BRANCHEREAU (pouvoir à Roseline VOISIN), Olivier RAVARD (pouvoir à Yann DENIAUD)

ABSENTS : Jessica DUFOUR

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Didier LESEAULT a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FÉVRIER 2025

Approuvé à l'unanimité.

▪ ~~Coût de fonctionnement 2023 par élève et par an : 160.801,43 € / 176 élèves = 913,64 Euros (176 élèves correspondant au nombre d'enfants à l'École Publique en septembre 2023)~~

▪ Coût de fonctionnement 2024 par élève et par an : 180.256,09 € / 161 élèves = 1.119,60 Euros (161 élèves correspondant au nombre d'enfants à l'École Publique en février 2025)

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, **À L'UNANIMITÉ**, décide de fixer par élève et par an la participation aux frais de fonctionnement qui sera versée à l'école privée de Joué-sur-Erdre à :

- **1.119 Euros par élève et par an au titre de l'année 2025**

Les crédits nécessaires seront inscrits sous article 65748 du Budget Primitif 2025 et mandatés sur le compte de l'OGEC Saint Léger.

2025-03-02 - SUBVENTIONS 2025 AUX ASSOCIATIONS

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, décide d'accorder les subventions comme indiqué sur le tableau joint en annexe, selon le vote suivant :

- À L'UNANIMITÉ pour l'ensemble des subventions, hormis celle accordée à NSV nature sport vioreau
- Par 18 voix pour et 1 abstention pour la subvention accordée à NSV nature sport vioreau

- À L'UNANIMITÉ pour l'ensemble des subventions, hormis celle accordée au Club de Tennis de Table ESJL
- Par 18 voix pour et 1 abstention pour la subvention accordée au Club de Tennis de Table ESJL

- À L'UNANIMITÉ pour l'ensemble des subventions, hormis celle accordée à l'Association Jovéenne de Basket
- Par 18 voix pour et 1 abstention pour la subvention accordée à l'Association Jovéenne de Basket

2025-03-03 – DÉLIBÉRATION FIXANT LES MODALITÉS DU COMPTE ÉPARGNE-TEMPS

Le conseil municipal,

VU le Code Général de la Fonction Publique (articles L 621-4 et 621-5)

VU le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au Compte Epargne Temps de la Fonction Publique Territoriale

VU le décret n°2020-723 du 12 juin 2020 portant dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale pour faire face aux conséquences de l'état d'urgence sanitaire

VU l'arrêté du 9 janvier 2024 pris pour l'application de l'article 7-1 du décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 07 février 2025,

Les dispositions applicables sont rappelées à l'assemblée :

Le Compte épargne-temps est un dispositif qui ouvre aux agents (statutaires et contractuels de droit public) à temps complet ; temps partiel ou non complet employés de manière continue et ayant accompli au moins une année de service la possibilité de capitaliser du temps sur plusieurs années en reportant d'une année sur l'autre des jours de congés, d'ARTT et sous certaines conditions des repos compensateurs, qui n'ont pas pu être pris dans l'année.

Sont exclus du dispositif du CET :

- Les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique, assistants d'enseignement artistique. Les agents contractuels exerçant des fonctions comparables sont également exclus.
- les fonctionnaires stagiaires. Ceux qui avaient acquis antérieurement des droits à congés au titre du CET en qualité de titulaire ou d'agent contractuel de droit public ne peuvent ni les utiliser ni en cumuler de nouveaux durant cette période,
- les agents contractuels recrutés pour moins d'un an,
- les agents de droit privé

La mise en place du CET s'impose à l'employeur dès lors que les agents en ont fait la demande.

En application de l'article 10 du décret n°2004-878 du 26 août 2004, il revient ainsi à l'organe délibérant de déterminer les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du CET, ainsi que de ses modalités d'utilisation, suivant la proposition ci-dessous :

Ouverture et alimentation du CET

Le Compte Epargne Temps est ouvert à la demande expresse et écrite de l'agent, lequel est informé annuellement des droits épargnés et consommés par l'autorité territoriale.

L'alimentation du Compte Epargne Temps est effectuée par demande écrite de l'agent avant la fin de chaque année civile ou avant le 31 janvier de l'année suivante.

Les jours concernés

- Les congés annuels y compris les jours de fractionnement, sans que le nombre de jours pris au titre de l'année soit inférieur à 4 semaines,
- Les jours RTT sans restriction possible du nombre à prendre en compte,
- *Le cas échéant si l'organe délibérant le prévoit* : les repos compensateurs. L'assemblée délibérante a une marge de manœuvre sur les jours de repos compensateurs puisqu'il peut autoriser le report ou non d'une partie des jours de repos compensateurs.

Il est précisé que Monsieur le Maire ne souhaite pas proposer à l'assemblée délibérante la possibilité d'inclure le report des jours compensateurs dans l'alimentation du CET, les heures supplémentaires ou complémentaires devant de façon privilégiée faire l'objet d'une récupération ou d'une indemnisation.

Monsieur le Maire ne souhaite pas non plus inclure les congés bonifiés, les jours non travaillés et les autorisations spéciales d'absence (=ASA) dans l'alimentation du CET.

Plafond du CET

Le nombre de jours épargnés est plafonné en principe à 60 jours.

Deux dérogations existent cependant à ce plafond :

- Compte-tenu du décret n°2020-723 du 12 juin 2020 (période Covid) dépassement possible de 10 jours
- Compte-tenu de l'arrêté du 9 janvier 2024 (en raison des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024) dépassement possible de 10 jours

Ces deux dispositifs dérogatoires sont cumulables.

Utilisation du CET

Plusieurs modalités d'utilisation du CET sont prévues par la réglementation :

- Soit la collectivité prévoit la compensation financière du CET par délibération :
- Soit la collectivité exclut la compensation financière du CET par délibération : les jours épargnés sur le CET ne peuvent être utilisés que sous la forme de congés.
 - L'agent peut utiliser tout ou partie de son CET sous la forme de congés, sur sa demande, dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités de service.
 - A l'issue d'un congé de maternité, d'adoption, d'un congé de paternité et d'accueil de l'enfant, d'un congé de solidarité familiale ou d'un congé de proche aidant, le bénéfice des droits à congés accumulés sur le CET est accordé de plein droit à la demande de l'agent.
 - En cas de retraite ou toute autre cessation définitive de fonctions, si l'agent se trouvait en congé de maladie et n'a pas pu solder son CET, les jours épargnés seront perdus

Clôture du CET

Sous réserve de dispositions spécifiques, en cas de cessation définitive des fonctions, le CET doit être soldé à la date de la radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent contractuel de droit public.

Lorsque ces dates sont prévisibles, l'agent sera informé de la situation de son CET, de la date de clôture de son CET et de son droit à utiliser les congés accumulés à la date de la clôture dans des délais qui lui permettent d'exercer ce droit.

Décès

En cas de décès d'un titulaire du CET, les jours épargnés sur le compte donnent lieu à une indemnisation des ayants-droits. L'indemnité est calculée en multipliant le nombre de jours épargnés sur le CET par le montant forfaitaire correspondant à la catégorie à laquelle appartenait l'agent au moment de son décès. Cette indemnisation est effectuée en un seul versement, quel que soit le nombre de jours en cause.

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, il appartient ainsi à l'assemblée délibérante de se prononcer sur les éventualités suivantes :

- 1) si elle autorise le report d'une partie des repos compensateurs et dans quelle limite éventuelle
- 2) si elle est favorable à la compensation financière du CET
- 3) si elle prévoit de déterminer une période d'alimentation du CET

Suite à l'exposé, l'organe délibérant procède au vote portant sur chaque éventualité.

1) Concernant le principe de la prise en compte d'une partie des repos compensateurs

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ, décide de ne pas autoriser l'alimentation des jours de repos compensateur sur le CET, ni les congés bonifiés, ni les jours non travaillés, ni les autorisations spéciales d'absence (=ASA).**

2) Concernant le principe de l'indemnisation et de la prise en compte au titre de la RAFP

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ, décide de ne pas autoriser la monétisation du CET.**

3) Concernant la détermination d'une campagne d'alimentation

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ,** décide de fixer la campagne d'alimentation du CET de l'année N du 1^{er} janvier de l'année N+1 au 31 janvier de l'année N+1 dernier délai.

Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante décide de mettre en place les modalités de mise en œuvre du CET dans les conditions fixées suivantes :

Article 1 : Règles d'ouverture du compte épargne-temps

La demande d'ouverture du compte épargne-temps doit être effectuée par écrit par l'agent auprès de l'autorité territoriale.

Article 2 : Règles de fonctionnement et de gestion du compte épargne-temps

Le compte épargne-temps peut être alimenté par :

- les congés annuels y compris les jours de fractionnement, sans que le nombre de jours pris au titre de l'année soit inférieur à 4 semaines
- les jours RTT sans restriction possible du nombre à prendre en compte
- *les repos compensateurs et les congés bonifiés et jours non travaillés, tout comme les ASA ne peuvent alimenter le CET.*

L'alimentation du compte épargne-temps doit être effectuée par demande écrite de l'agent jusqu'au 31 janvier N+1. Elle doit indiquer la nature et le nombre de jours que l'agent souhaite déposer sur son CET.

L'agent est informé des droits épargnés et consommés annuellement, au mois de février de l'année N +1

Article 3 : Modalités d'utilisation des droits épargnés

Les jours accumulés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés uniquement sous forme de congés.

Article 4 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

2025-03-04 – PROGRAMME CONIFÈRE POUR MAÎTRISE D’ŒUVRE POUR TRAVAUX RÉNOVATION DE LA CHAUFFERIE DE LA MAIRIE DE JOUÉ-SUR-ERDRE : APPROBATION DE L’AVANT PROJET DÉFINITIF

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération n°2024-03-19 du conseil municipal de la Commune de JOUE-SUR-ERDRE en date du 25 mars 2024, actant son adhésion au service « Conseil en énergie partagé » proposé par TE44,

Vu la délibération n°2024-35 du Comité syndical de TE44 en date du 28 mars 2024, approuvant le lancement d’un appel à manifestation d’intérêt à destination de l’ensemble des collectivités adhérentes au service CEP de TE44, ayant pour objet l’accompagnement aux travaux de conversion de chaufferies alimentées au fioul ou propane par une solution type « bois granulé » dit « Programme CONIFERE »,

Vu la délibération n°2024-07-02 du conseil municipal de la Commune de JOUE-SUR-ERDRE en date du 8 juillet 2024, déléguant à TE44 la mission de maîtrise d’ouvrage du projet de rénovation d’une chaufferie, et ainsi la responsabilité juridique et technique des marchés publics de maîtrise d’œuvre et de travaux nécessaires à sa réalisation,

Vu le projet d’Avant-Projet-Définitif (APD) présenté en annexe,

Considérant que l’article L.2224-31 du CGCT autorise les Établissements Publics de Coopération Intercommunale, et par analogie les syndicats mixtes, compétents en matière de distribution publique de l’énergie, à réaliser ou faire réaliser des actions tendant à maîtriser la demande d’énergie.

Considérant que dans le contexte actuel de lutte contre le dérèglement climatique, de raréfaction des ressources et d’augmentation des coûts énergétiques, TE44 a souhaité s’engager auprès de ses collectivités adhérentes afin de les accompagner dans leurs actions de transition énergétique.

Considérant que TE44, par le biais de sa direction Transition Energétique, met à disposition de ses collectivités adhérentes ses services dans le cadre de la gestion énergétique de leur patrimoine, notamment par le biais de la mise à disposition de conseillers en énergie partagés ayant pour missions de :

- Réaliser un bilan et un suivi énergétique des patrimoines
- Identifier les gisements d’économie d’énergie
- Construire un programme de maîtrise de l’énergie
- Étudier le potentiel de production d’énergie renouvelable sur les patrimoines
- Accompagner les collectivités dans leurs projets de construction ou de rénovation

Considérant que TE44 a souhaité accompagner ses collectivités adhérentes au service susvisé, à convertir leurs installations de chauffage alimentées au fioul ou propane par des solutions de type bois granulé, considérées comme énergie renouvelable, avec pour objectif de supprimer la moitié de ce parc d’ici à 2030.

Considérant qu’il a été décidé que cet accompagnement soit réalisé par le biais d’un mandat de maîtrise d’ouvrage, la Commune étant considérée mandante, TE44 mandataire et permettant ainsi d’assurer le pilotage technique, administratif et juridique des travaux à réaliser, pour le compte de cette dernière.

Considérant que la Commune de JOUÉ-SUR-ERDRE est adhérente au service « Conseil en énergie partagé ».

Considérant que le projet de rénovation de chaufferie déposé par la Commune de JOUÉ-SUR-ERDRE a été sélectionné par TE44 pour intégrer le programme d'accompagnement, ce projet répondant aux critères de sélection définis par TE44.

Considérant que, dans le cadre cette maîtrise d'ouvrage déléguée, a été conclu un marché public de maîtrise d'œuvre des travaux de rénovation d'une chaufferie dont TE44 a la responsabilité technique et juridique.

Considérant que, dans ce même cadre, sera conclu un marché public de travaux de rénovation d'une chaufferie.

Considérant que l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération était de 47 700 € HT.

Considérant que ce montant était estimatif, étant entendu que le montant définitif devait être établi lors de l'approbation en conseil municipal de l'Avant-Projet-Définitif (APD) élaboré par le maître d'œuvre.

Considérant que l'APD a bien été élaboré par le maître d'œuvre et analysé par les services de TE44 avec les travaux prévus :

Dépose ancienne chaudière	1.500 €
Neutralisation cuve fioul	
Adaptation local chaufferie et extérieur (dalles béton)	2.250 €
Chaudière bois granulés 32 kW	16.000 €
Reprise hydraulique et installation d'un ballon tampon 800 litres	12.500 €
Silo extérieur avec bardage et système d'extraction de granulés	
Montage et mise en service	12.750 €
Electricité et régulation	7.000 €
Adaptation du conduit d'évacuation des fumées existant	
Raccords et fournitures	2.600 €
TOTAL	54.600 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, **à l'unanimité** :

- D'approuver l'Avant-Projet-Définitif (APD) présenté en annexe,
- D'arrêter le montant de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux de rénovation de la chaufferie à **54.600 € HT**, hors étude complémentaire de diagnostic amiante
- D'arrêter le montant du forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre des travaux précités à **7.098€ HT (car 54.600 € X 13 % = 7.098 €)**
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document, acte administratif ou comptable nécessaire à l'exécution de la présente délibération,

- **De prévoir les crédits nécessaires à l'exécution de la présente délibération au budget de la Commune de JOUÉ-SUR-ERDRE. Les crédits seront inscrits sous article *D 2131 – Immobilisations corporelles sur bâtiments publics***

2025-03-05 – CRÉATION D'UN EMPLOI TEMPORAIRE POUR LA CANTINE

Le Conseil municipal,

Considérant qu'au niveau du service restaurant scolaire, une surcharge temporaire de travail est constatée,

Considérant qu'aux termes de l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **décide de créer l'emploi à temps non complet comme suit**

AGENT CONCERNÉ	DURÉE	OBSERVATIONS	AVANTAGE EN NATURE
BOURÉ Elsa	08 h 00 mn (= 8,00)	Du 20.03.2025 au 04.04.2025	Avantage en nature repas du midi

Le Conseil municipal donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour effectuer les formalités nécessaires.

DIVERS

- PRÉSENTATION PAR LA SOCIÉTÉ PRIMALYS pour 2 projets de construction sur la Commune :

Au niveau du terrain situé 180 rue du Bocage, il est prévu de construire 11 logements d'habitation répartis en 4 T2 (sur 2 niveaux) + 2 T4 + 5 T3

Au niveau du lotissement Le Clos des Prairies, il est prévu de construire 12 logements d'habitation répartis en 7 T3 avec jardin et stationnement + 5 T4 avec jardin et garage

Le projet doit être validé avec l'organisme Atlantique Habitation. Démarrage des travaux en 2026. Durée des travaux 16 mois environ

- PRÉSENTATION PAR TERRITOIRE D'ÉNERGIE 44 pour le projet de rénovation de la chaufferie de la mairie :

Yann MORICEAU, Référent Maîtrise de la demande en énergie auprès de TE 44, présente le projet de changement de la chaudière (actuellement au fuel avec une puissance de 57 kw), par une chaudière bois granulés d'une puissance de 32 kw.

La consommation actuelle de la chaudière au fuel est de 40.000 kw/an, ce qui représente 5.000 euros par an d'achat de fuel.

La consommation future de la chaudière bois granulé devrait être identique, avec un achat nécessaire de 8 tonnes de bois granulés par an, soit 3.500 euros à 4.000 euros par an, soit 2 livraisons par an.

Il sera nécessaire d'installer un silo de 5 à 7 tonnes

- Marie-Paule BELLEIL : a participé à la Commission Adhésion Solidarité à la COMPA. Présentation a été faite de l'offre de mutuelle Santé de la mutuelle des cheminots de la région nantaise (=MCRN). Il s'agit d'une mutuelle intercommunale à laquelle tout un chacun peut adhérer. Cependant, à l'heure actuelle seuls 10 habitants de Joué-sur-Erdre y adhèrent. Il serait de bon aloi de mentionner l'existence de cette mutuelle dans un prochain flash info mensuel en précisant qu'il y a 3 niveaux de couverture (par exemple le niveau 3 est à 89 € mensuels de montant de cotisation, ce qui est intéressant). Une réunion publique pourrait également être organisée

Séance levée à 21 h 20 mn

		Jean-Pierre BELLEIL, Maire		
PÉTARD Guy, 1er Adjoint	VOISIN Roseline, 2ème Adjointe	JADEAU Christian, 3ème Adjoint (a donné pouvoir à Jean-Pierre BELLEIL)	MERLAUD Liliane, 4ème Adjointe	TROVALLET Frédéric, 5ème Adjoint
BATARD Emilie	BELLEIL Marie-Paule	BENOIT Ann	BOURÉ Amandine (a donné pouvoir à Ann BENOIT)	BOURÉ Yves
BRANCHEREAU Anne-Claude	BRANCHEREAU Marie-Dominique (a donné pouvoir à Roseline VOISIN)	DENIAUD Yann	DUFOUR Jessica	LESEULT Didier
	MARCHAND Thierry	RAVARD Olivier (a donné pouvoir à Yann DENIAUD)	SIMONNEAU Frédéric	

SÉANCE DU 10 MARS 2025

**MAIRIE DE
JOUÉ-SUR-ERDRE**

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers :

En exercice	19	L'an deux mille vingt-cinq, Le dix mars, à vingt heures,
Présents	14	Le Conseil municipal de la Commune de JOUÉ-SUR-ERDRE (Loire-Atlantique) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
Votants	18	à la Mairie sous la présidence de M. Jean-Pierre BELLEIL, Maire.

Date de la convocation du Conseil municipal : 03 mars 2025

PRÉSENTS : MM. Jean-Pierre BELLEIL, Maire, Guy PÉTARD, Roseline VOISIN, Liliane MERLAUD, Frédéric TROVALLET (Adjoints), Emilie BATARD, Marie-Paule BELLEIL, Ann BENOIT, Yves BOURÉ, Anne-Claude BRANCHEREAU, Yann DENIAUD, Didier LESEAULT, Thierry MARCHAND, Frédéric SIMONNEAU

EXCUSÉS : Christian JADEAU (pouvoir à Jean-Pierre BELLEIL), Amandine BOURÉ (pouvoir à Ann BENOIT), Marie-Dominique BRANCHEREAU (pouvoir à Roseline VOISIN), Olivier RAVARD (pouvoir à Yann DENIAUD),

ABSENTS : Jessica DUFOUR

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Didier LESEAULT

Le Maire : Jean-Pierre BELLEIL